



Des Services Publics Pour le progrès social

Le combat contre le projet de loi Fonction Publique c'est une lutte pour la population, les agents, le progrès social et la démocratie.

La fonction publique est sous le joug d'une attaque sans précédent s'inscrivant dans le basculement de société initié par Emmanuel Macron et sa majorité.

Depuis leur arrivée au pouvoir, Ils ont multiplié les attaques contre les agents de la Fonction publique : gel de la valeur du point d'indice, rétablissement du jour de carence, remise en cause de missions publiques, nouvelles et massives suppressions d'emplois, etc.

À présent, il s'attaque frontalement au Statut général avec un projet de loi aux dispositions dévastatrices. En dépit de l'opposition de la plupart des organisations syndicales, le pouvoir exécutif presse le pas en escomptant faire adopter ce texte législatif fin juin au Parlement.

OUI ce projet nous concerne tous et pas uniquement les agents de la fonction publique !

L'infirmière, l'inspecteur à la répression des fraudes, le professeur des écoles, l'auxiliaire puéricultrice... peut exercer correctement sa fonction que s'il n'est pas soumis à des pressions hiérarchiques politiques et économiques.

Cela n'est possible que grâce au statut. Ce dernier est garant d'un service public équitable fondé sur les principes de responsabilités, d'égalité et d'indépendance.

Les faits générateurs de cette attaque sont notamment constitués par les objectifs poursuivis dans les politiques d'austérité que mène ce gouvernement sur fond idéologique et dans le chantier "action publique 2022" :

- ✓ **Abandons de mission**
- ✓ **Privatisations**
- ✓ **Externalisations**
- ✓ **Transfert de toute une partie de missions du service public.**

La CGT ne laissera pas faire cette œuvre de démantèlement sans réagir et appelle dès aujourd'hui les salariés, les privés d'emploi, les retraités et les citoyens à participer aux prochaines journées de mobilisation et d'action dont d'ores et déjà

le 9 mai 2019.

Cégétez-vous !

NOM (Mme, Mlle, M. ⁽¹⁾) :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

N° de téléphone :

Entreprise :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Profession : *Je suis*

Contact CGT :

UD-CGT de l'Aube

2A Bd. 1er RAM 1er Étage
10000 Troyes

Tél : 03.25.73.38.47

udcgt10@gmail.fr

TROYES

Rassemblement

**Place de l'Hôtel de ville
à 10h 00**

BAR-sur-AUBE

Rassemblement

**Place de l'Hôtel de ville
à 15h 30**

⁽¹⁾ rayer les mentions inutiles



Les services publics et la fonction publique sont notre richesse ! Protégeons-les !

Le projet de loi dit de transformation de la fonction publique vient d'être présenté au Conseil des Ministres. Le gouvernement souhaite le faire valider par le Parlement avant l'été.

Non, ce projet de loi ne concerne pas uniquement la gestion des agent·e·s de la fonction publique.

Au contraire, il vous concerne toutes et tous, en tant qu'usager·e.

Il a pour objet de modifier à terme en profondeur la fonction publique et de fragiliser les services publics.

Ce sont des attaques sans précédent.

Ce projet de loi va faciliter, par la généralisation du recours au contrat, parfois sur des contrats de mission, les restructurations, les suppressions, externalisations ou privatisation des missions de service public.

Le Projet de loi ne répond pas aux besoins actuels exprimés par les français depuis plusieurs mois qui souhaitent une fonction publique plus proche, plus humaine sur tous les territoires.

**Non, ces réformes ne sont pas portées par la volonté d'un meilleur service public
mais bien par des principes de coupes budgétaires.**

Les réformes dégradent le service public, loin des promesses de « modernisation ».

C'est en fait moins de services publics qui nous attend toutes et tous.

Les services publics ont pour mission de satisfaire les besoins collectifs :

- ✓ en permettant la prise en charge de toutes et tous, quel que soit leur âge, leur origine et leur situation financière et sociale, et non selon le patrimoine ;
- ✓ sur l'ensemble des territoires ruraux comme urbains ;
- ✓ en protégeant les plus faibles et non en confortant les plus forts ;
- ✓ en rendant possible une véritable redistribution des richesses ;

Revendiquons des services publics gratuits
qui servent et aident l'usager·e, réduisent les inégalités et assurent la cohésion sociale.

Les services publics doivent être assurés :

- ✓ par une fonction publique indépendante c'est à dire non soumise à des intérêts privés ;
- ✓ en garantissant l'impartialité de ses agent·e·s, leur neutralité, et en mettant fin au pantouflage des hauts fonctionnaires et aux conflits d'intérêt ;

Bâtissons toutes et tous le service public de demain,
un service public toujours juste et protecteur, pour l'usager·e.

Ensemble pour une fonction publique au service de toutes et tous.